AVIS DE PUBLICITÉ
en vue de l'occupation temporaire du domaine public

Article L. 2122-1-1 alinéa 2 du Code général de la propriété des personnes publiques

Emplacements pour la vente de sapins de Noël

En application du deuxième alinéa de l'article L. 2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), la Ville de Marseille sollicite les exploitants à manifester leur intérêt en vue de l'occupation d'emplacements réservés à la vente de sapins de Noël.

Objet de la consultation : Appel à candidatures dans le cadre des fêtes de fin d'année 2021 de la Ville de Marseille pour occupation d'emplacements réservés à la vente de sapins de Noël.

Les candidats retenus devront être spécialisés dans la mise à disposition de sapins d'élevage, destinés à la revente.

Direction concernée : Direction de l'Espace Public - Service Foires, Kermesses et Événementiel.

Descriptif : Dans le cadre des fêtes de fin d'année 2021, la Ville de Marseille souhaite réserver des emplacements destinés à la vente de produits liés à la période de Noël.

Dans ce contexte, une offre composée de 2 emplacements sera mise à disposition pour des exploitants spécialisés dans la vente de sapins de Noël.

Les occupants disposant d'un emplacement pourront se faire représenter par une personne agréée de leur choix et ce, durant tout ou partie de la durée de l'occupation.

Localisation des emplacements :

Emplacement N°1 : Angle Boulevard Dugommier/la Canebière, côté square Léon Blum (13001) ;

Emplacement N°2 : 201 Boulevard Michelet – face au lieu dit la Cravache (13009).

Selon l'évolution des fêtes de fin d'année, la localisation des emplacements serait susceptible d'évoluer aux alentours du secteur.

Durée de l'occupation temporaire du domaine public :

Tous les jours à compter du lundi 15 novembre 2021 jusqu'au vendredi 31 décembre 2021.

Cette durée serait susceptible d'être modifiée en cas de circonstance particulière à compter du début de l'occupation et pour toute sa durée.

Il est rappelé aux exploitants qu'en application des articles L. 2122-2 et L. 2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques, l'occupation du domaine public ne peut être que temporaire et l'autorisation présente un caractère précaire et révoquant.

Contraintes techniques à respecter :

- respect du Code de la route ;
- se conformer à la réglementation du Code du travail, du Code du commerce et du Code de la consommation ;
- présence obligatoire pendant toute la durée de l'occupation ;
- occupation de l'emplacement, par occupant :

Emplacement N°1 : entre 4 et 8m² et aire de stationnement pour un véhicule commercial, à proximité de l'emplacement ;

Emplacement N°2 : entre 4 et 8m² et aire de stationnement pour un véhicule commercial, à proximité de l'emplacement.

- obligation de respecter les horaires de présence, entre 9h au plus tôt et 22h au plus tard ;
- respect de toutes les consignes de sécurité ;
- respect des normes en vigueur concernant le matériel et les marchandises vendues ;
- respect des règles sanitaires en vigueur dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus de la Covid 19 ;
- bénéficiaire de toutes les assurances et des agréments nécessaires à l'exercice de l'activité ;
- maintenir l'hygiène et la propreté des emplacements et de leurs abords immédiats pendant toute la durée de l'occupation ;
- aucun accès à l'eau, ni aucune évacuation pour eaux usées ne seront mis à disposition des occupants qui auront pour interdiction de déverser, sur et aux abords du site, les eaux usées et les bacs à graisse. Par conséquent, l'occupant devra obligatoirement prévoir un point d'eau ;
- disposer d'au moins un extincteur adapté aux risques de l'activité proposée ;
- aucun raccordement à une alimentation électrique ne sera fourni. L'occupant devra prévoir une autonomie en électricité (batterie led, groupe électrogène) et la mise en sécurité totale de ces équipements reste à la charge de l'exploitant (barrières, rubalises...).

Éléments à transmettre obligatoirement, pour toute candidature, dans le cadre de cette consultation lors de la présentation du dossier :

- un courrier signé manifestant l'intérêt du candidat à présenter une offre, dans lequel figureront notamment toutes ses coordonnées (adresses postales, numéros de téléphones fixe et portable, adresse mail) et portant une mention certifiant que tous les renseignements fournis sont exacts ;
- un extrait k-bis du Registre du Commerce et des Sociétés ou un extrait sirène pour les autos entrepreneurs ou un extrait D1, en cours de validité de moins de 3 mois ;

- une présentation claire et aérée de l'activité projetée, dans laquelle sera intégré, tout élément/document permettant réellement de l'apprécier et complétée par la nature, l'origine, et la composition des produits mis à la vente (photographies de bonne qualité, supports média, références à des sites internet...);
- une attestation d'assurance en responsabilité civile et les certificats fiscaux (attestation de régularité fiscale demandée au titre de l'année 2021 ou tout autre document pertinent faisant foi) et sociaux (déclaration à l'URSSAF ou tout autre document pertinent faisant foi) en cours de validité ;
- une photocopie recto/verso de la carte d'identité de l'exploitant ;
- photocopie des cartes grises des véhicules à caractère commercial ou autres véhicules susceptibles de se rendre sur site et photocopie des attestations d'assurances (en cours de validité) de ces véhicules ;
- les mesures prévues par le candidat pour respecter et faire respecter les règles sanitaires en vigueur afin de limiter tout risque de propagation du virus de la Covid 19.

Élément complémentaire à transmettre obligatoirement dans le cadre de cette consultation lors de la présentation du dossier, pour les candidats redevables de sommes à payer à la Ville de Marseille :

À ce titre, tout candidat redevable de sommes à payer à la Ville de Marseille devra être à jour des règlements ou, le cas échéant, bénéficiaire d'un échelonnement de leur dette, validé par la Recette des Finances Marseille Municipale, sous peine de non recevabilité.

Un bordereau de situation fourni par la Recette des Finances Marseille Municipale qui peut être contactée par téléphone au 04 91 14 02 00 ou par mail à l'adresse suivante :

drfip13.pgp.rfmm.reca@dgfip.finances.gouv.fr.

Montant versé par les exploitants au titre de l'occupation d'espèce :

Cette occupation donnera lieu au paiement d'une redevance, conformément à l'article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques dont le montant sera calculé à partir du tarif suivant¹:

- Code 603: Montage de dossier administratif pour AOT, cent un euros et cinquante centimes (101,5€) ;
- et Code 185 : Foire aux arbres de Noël, mousse et laurier, par m² pour la durée de l'occupation, seize euros et quatre vingt dix centimes (16,90€).

Le paiement de la redevance, par titre de recette, sera exigé à la fin de la période d'occupation.

Modalités administratives à respecter pour candidater :

- **L'ensemble des documents et éléments demandés dans le présent avis de publicité doivent être transmis par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse : Ville de Marseille - Direction de l'Espace Public / FKE - Secrétariat de Direction à l'adresse : « 33 A rue Montgrand 13233 Marseille cedex 20 ». **L'enveloppe devra porter la mention : « réponse à avis de publicité en vue de l'occupation des emplacements de vente de sapins de Noël 2021- Ville de Marseille, NE PAS OUVRIR ».****
- **Date limite d'envoi des dossiers, cachet de la poste faisant foi** : le samedi 30 octobre 2021.
- **Renseignements techniques et administratifs** : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 ; **Contacts** : Monsieur David DEGOSSE : - **Tél** : 04 91 55 31 37 **Mèl** : ddegosse@marseille.fr.

¹ Tarif applicable aux droits de voirie votés par délibération du Conseil Municipal N° 20/0611/ECSS du 23 novembre 2020.